

**PARLEMENT DE LA RÉGION DE  
BRUXELLES-CAPITALE**

SESSION ORDINAIRE 2015-2016

12 AVRIL 2016

**PROPOSITION DE MOTION**

**relative à un conflit d'intérêts concernant la  
prolongation de dix ans de la durée de vie  
des centrales nucléaires Doel 1 et 2 et ses  
conséquences pour l'économie bruxelloise**

**RAPPORT**

fait au nom de la commission  
de l'Environnement et de l'Énergie, chargée de  
la Conservation de la Nature, de la Politique de  
l'Eau et de la Propreté publique

par M. Arnaud PINXTEREN (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

*Membres effectifs* : M. Ahmed El Ktibi, Mme Véronique Jamoulle, M. Emin Özkara, Mme Simone Susskind, MM. Julien Uyttendaele, Jacques Brotchi, Mme Viviane Teitelbaum, M. Eric Bott, Mme Barbara d'Ursel-de Lobkowicz, MM. Pierre Kompany, Arnaud Pinxteren, Mme Els Ampe, M. Jef Van Damme, Mme Annemie Maes.

*Membre suppléant* : Mme Evelyne Huytebroeck.

*Autre membre* : Mme Mathilde El Bakri.

*Voir* :

**Document du Parlement :**

A-325/1 – 2015/2016 : Proposition de motion.

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK  
PARLEMENT**

GEWONE ZITTING 2015-2016

12 APRIL 2016

**VOORSTEL VAN MOTIE**

**betreffende een belangenconflict over de  
tienjarige levensduurverlenging van de  
kerncentrales Doel 1 en 2 en de gevolgen  
voor de Brusselse economie**

**VERSLAG**

uitgebracht namens de commissie  
voor het Leefmilieu en de Energie, belast met  
het Natuurbehoud, het Waterbeleid  
en de Openbare Netheid

door de heer Arnaud PINXTEREN (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

*Vaste leden* : De heer Ahmed El Ktibi, mevr. Véronique Jamoulle, de heer Emin Özkara, mevr. Simone Susskind, de heren Julien Uyttendaele, Jacques Brotchi, mevr. Viviane Teitelbaum, de heer Eric Bott, mevr. Barbara d'Ursel-de Lobkowicz, de heren Pierre Kompany, Arnaud Pinxteren, mevr. Els Ampe, de heer Jef Van Damme, mevr. Annemie Maes.

*Plaatsvervanger* : mevr. Evelyne Huytebroeck.

*Ander lid* : mevr. Mathilde El Bakri.

*Zie* :

**Stuk van het Parlement :**

A-325/1 – 2015/2016 : Voorstel van motie.

## I. Exposés introductifs de Mme Annemie Maes et de Mme Evelyne Huytebroeck, respectivement premier et deuxième co-auteurs de la proposition de motion

Mme Annemie Maes explique que la motion en conflit d'intérêt a été introduite en raison de la décision du gouvernement fédéral de prolonger de dix ans la durée de vie des centrales nucléaires Doel 1 et 2 et de ses conséquences pour l'économie bruxelloise.

Elle se réfère à la convention que le gouvernement fédéral a signée le 30 novembre 2015 avec Engie-Electrabel, prolongeant non seulement la durée de vie des centrales nucléaires Doel 1 et 2, mais diminuant aussi drastiquement la rente nucléaire qu'Electrabel paiera à l'État belge les prochaines années.

L'oratrice a pris connaissance du projet de loi modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité, déposé à la Chambre des Représentants le 9 décembre 2015.

Elle relate que la sécurité des centrales nucléaires Doel 1 et 2 pose et continue de poser d'importantes questions, et constate qu'il faut à présent réaliser des travaux de modernisation impératifs pour maintenir ces centrales ouvertes dix années de plus que prévu.

En outre, elle affirme qu'on n'a pas d'explication sur les raisons pour lesquelles, après leur redémarrage, il a à nouveau fallu arrêter les réacteurs microfissurés en mars 2014 et que la décision de relancer les centrales microfissurées de Doel 3 et Tihange 2 continue de poser d'importantes questions.

La députée déplore que les plans d'urgence nucléaire n'aient pas été actualisés depuis plus de dix ans, que la révision de ces plans d'urgence nucléaire soit sans cesse reportée. Elle constate aussi que des experts se posent d'importantes questions sur le plan d'urgence nucléaire existant concernant les centrales nucléaires de Doel, notamment sur les mesures de précaution, les possibilités d'accueil, les plans d'évacuation, et que ces considérations pèsent d'autant plus lourd que :

- sur les 128 réacteurs nucléaires commerciaux de l'UE28, seuls 5 ont plus de quarante ans, au rang desquels les 2 centrales de Doel ;
- de par le monde, aucune zone de risque autour d'une centrale nucléaire ne connaît une densité de population plus forte que la zone autour des centrales nucléaires de Doel. Le périmètre autour de Fukushima est de 60 kilomètres, ce qui représente la distance entre Doel et Bruxelles.

Elle estime que les entités fédérées ont à peine été impliquées dans l'évaluation des incidences pour l'environnement et la sécurité des autorisations (ou

## I. Inleidende uiteenzettingen van mevrouw Annemie Maes en van mevrouw Evelyne Huytebroeck, respectievelijk eerste en tweede mede-indiener van het voorstel van motie

Mevrouw Annemie Maes legt uit dat de motie betreffende een belangenconflict werd ingediend wegens de beslissing van de federale regering om de levensduur van de kerncentrales Doel 1 en 2 met tien jaar te verlengen en de gevolgen ervan voor de Brusselse economie.

Ze verwijst naar de conventie die de federale regering op 30 november 2015 heeft gesloten met Engie-Electrabel, waarbij niet enkel de levensduur van de kerncentrales Doel 1 en 2 wordt verlengd, maar ook de nucleaire rente die Electrabel in de komende jaren zal betalen aan de Belgische Staat fors wordt verlaagd.

De spreekster heeft kennis genomen van het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie, ingediend in de Kamer van Volksvertegenwoordigers op 9 december 2015.

Ze wijst erop dat er grote vragen zijn en blijven over de veiligheid van de kerncentrales Doel 1 en 2 en stelt vast dat er nu dringende aanpassingswerken dienen te gebeuren om die centrales tien jaar langer dan gepland open te houden.

Bovendien bevestigt ze dat er geen verklaring is waarom de scheurtjesreactoren, na heropstart, opnieuw gesloten moesten worden in maart 2014 en dat er grote vragen blijven bij de beslissing om de zogenaamde scheurtjescentrales Doel 3 en Tihange 2 te heractiveren.

De volksvertegenwoordigster betreurt dat de nucleaire noodplannen al meer dan tien jaar niet werden bijgewerkt en dat de herwerking van die nucleaire noodplannen steeds opschuift in de tijd. Ze stelt ook vast dat deskundigen grote vragen hebben bij het bestaande nucleair noodplan rond de kerncentrales van Doel, zoals de voorzorgsmaatregelen, de opvangmogelijkheden en de evacuatieplannen, en dat die overwegingen nog zwaarder doorwegen, rekening houdend met het feit dat:

- van de 128 commerciële kernreactoren in de EU28 er slechts 5 ouder zijn dan veertig jaar, waaronder de 2 centrales van Doel;
- geen enkele risicozone rond een kerncentrale wereldwijd een grotere bevolkingsdichtheid kent als de zone rond de kerncentrales van Doel. Rond Fukushima werd een perimeter van 60 kilometer ingesteld, wat de afstand tussen Doel en Brussel is.

Ze is van oordeel dat de deelstaten nauwelijks betrokken zijn bij de beoordeling van de veiligheids- of milieueffecten van de vergunningen (of de verlenging van vergunningen)

prolongations d'autorisation) délivrées à des installations nucléaires, ou dans l'évaluation ou le suivi des plans d'urgence nucléaire et constate qu'un accord de coopération a certes été conclu en matière de sécurité nucléaire, mais qu'il fait à peine l'objet d'un suivi.

La motion considère que la prolongation de l'autorisation d'exploitation des deux centrales nucléaires fait fi de l'obligation européenne de réaliser une évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE), alors que les demandes d'autorisations relatives aux énergies renouvelables doivent suivre de longues procédures avant d'être enfin réalisées.

Le texte relate que conformément aux obligations qui nous incombent aux termes de la Convention d'Espoo, il y avait également lieu de réaliser une EIE avant de prolonger la durée de vie des centrales, ainsi que d'organiser un processus de consultation publique en Belgique et dans les pays voisins, ce qui n'a pas été fait.

L'oratrice indique que cette décision renforce la position dominante d'Engie-Electrabel sur le marché, ce qui le faussera et entraînera une distorsion de la concurrence.

Elle regrette qu'il n'y ait toujours pas de pacte énergétique global alors qu'il est prévu dans l'accord de gouvernement fédéral, que le processus d'élaboration d'un tel pacte n'a même pas encore été lancé, alors que la convention conclue compromet grandement un tel pacte.

Elle affirme que, selon l'étude de la CREG du 2 septembre 2015, le maintien en activité des plus anciennes centrales nucléaires belges n'est pas nécessaire pour la sécurité d'approvisionnement, même pas si l'on tient compte d'une période hivernale très rigoureuse.

En outre, une étude du gestionnaire du réseau de transport d'électricité Elia qui date du 13 novembre 2015 mais qui n'a été rendue publique que le 2 décembre 2015, donc après l'accord entre le gouvernement belge et Engie-Electrabel, arrive également à la conclusion qu'une prolongation de la durée de vie des deux centrales n'est pas nécessaire pour éviter les pénuries d'électricité pendant l'hiver.

De plus, la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires Doel 1 et 2 entraînera même une surcapacité et des excédents d'électricité.

De ce fait, les nouveaux investissements dans l'énergie renouvelable sont fortement mis sous pression à Bruxelles et nous risquons ainsi fort de ne pas atteindre, ou de n'atteindre qu'à un coût nettement plus élevé, les objectifs en matière d'énergie renouvelable à l'horizon 2020, que le nouvel accord sur le climat a encore revus à la hausse.

Ensuite, du fait de la surproduction d'électricité nucléaire, l'électricité renouvelable risque bien de devenir moins compétitive, le « banding factor » pour les formes d'énergie renouvelable est susceptible d'augmenter et les contribuables bruxellois devront payer davantage pour

van nucleaire installaties of bij de evaluatie of follow-up van de nucleaire noodplannen en stelt vast dat er weliswaar een samenwerkingsakkoord werd gesloten over nucleaire veiligheid, maar dat het nauwelijks wordt gevolgd.

De motie stelt dat voor de verlenging van de exploitatievergunning van de twee kerncentrales de Europees opgelegde MER-plicht (milieueffectenrapport) omzeild wordt, terwijl de vergunningsaanvragen voor hernieuwbare energie lange procedures moeten doorlopen om uiteindelijk uitgereikt te worden.

In de tekst staat dat, conform onze verplichtingen onder de Espoo-conventie, voorafgaand aan de levensduurverlenging, ook een milieueffectenrapport (MER-rapport) moest worden opgesteld en er een publiek consultatieproces moest worden georganiseerd in België en de buurlanden, en dat dit niet gebeurde.

De spreker wijst erop dat die beslissing de marktdominantie van Engie-Electrabel versterkt, wat markt- en concurrentieverstorend zal werken.

Ze betreurt dat er nog steeds geen globaal energiepact is, hoewel dat is opgenomen in het federaal regeerakkoord, dat het proces om tot zo'n pact te komen zelfs nog niet werd opgestart, en dat terwijl de gesloten conventie een belangrijke voorafname vormt op een dergelijk pact.

Ze bevestigt dat het openhouden van de oudste Belgische kerncentrales volgens een CREG-studie van 2 september 2015 niet nodig is voor de bevoorradingszekerheid, zelfs niet als rekening gehouden wordt met een echt koude winterperiode.

Bovendien komt een studie van transmissienetbeheerder Elia, die van 13 november 2015 dateert, maar pas op 2 december 2015 werd bekendgemaakt, dus na het akkoord tussen de Belgische regering en Engie-Electrabel, eveneens tot het besluit dat een verlenging van de levensduur van beide centrales niet noodzakelijk is om stroomtekorten in de winter te voorkomen.

Bovendien zal de verlenging van de levensduur van de kerncentrales Doel 1 en 2 zelfs leiden tot een overcapaciteit en stroomoverschotten.

Daardoor komen de nieuwe investeringen in hernieuwbare energie in Brussel zwaar onder druk te staan, waardoor de kans groot is dat we de doelstellingen op vlak van hernieuwbare energie tegen 2020, die door het nieuw klimaatakkoord nog zijn aangescherpt, niet of slechts tegen veel hogere kosten zullen kunnen halen.

Vervolgens is de kans reëel dat door de overproductie van nucleaire stroom hernieuwbare stroom minder concurrerend wordt, de « banding factor » voor vormen van hernieuwbare stroom kan stijgen en de Brusselse belastingbetalers meer zullen moeten betalen om de

maintenir à niveau le soutien à l'électricité verte, alors que le gouvernement fédéral a drastiquement diminué les charges pour les producteurs d'électricité nucléaire.

La commissaire juge que l'on peut considérer cela comme un transfert des coûts d'investissements dans l'énergie du niveau fédéral vers le niveau régional.

En outre, on ne sait pas encore exactement comment sera mise en œuvre, dans la pratique, la règle européenne de priorité selon laquelle une électricité d'origine renouvelable doit toujours avoir la priorité sur l'électricité nucléaire, ou du moins bénéficier d'un accès garanti au réseau de distribution.

D'ailleurs, l'harmonisation opérationnelle de la production accrue d'électricité par les centrales nucléaires d'une part, et par les énergies renouvelables d'autre part, pose de sérieuses questions, de sorte qu'il est fortement douteux que l'énergie nucléaire puisse être considérée comme une technologie de transition neutre.

Elle relate que les producteurs d'énergie renouvelable bruxellois affirment à l'unanimité que cette mesure est particulièrement néfaste pour eux et qu'elle sape leurs possibilités de croissance futures.

En conséquence, la hausse prévue de l'emploi découlant des investissements dans l'énergie renouvelable est également compromise, qu'au contraire même des emplois risquent à nouveau de disparaître dans le secteur encore vulnérable de la production d'énergie verte.

La décision fédérale de maintenir ouvertes ces deux centrales nucléaires dix années de plus est contraire aux objectifs du gouvernement bruxellois, convenus dans le cadre de l'accord intrabelge sur le climat, de respecter ses obligations européennes en matière d'énergie renouvelable à l'horizon 2020.

Maintenir ouvertes Doel 1 et 2 plus longtemps est donc particulièrement préjudiciable à l'économie bruxelloise et en particulier à la nécessaire écologisation de cette économie bruxelloise.

Mme Evelyne Huytebroeck indique qu'il n'est pas question ici d'abuser de la procédure en conflit d'intérêts, il est en effet préférable que chaque entité prenne les bonnes décisions relevant de ses compétences.

En l'occurrence, qu'il s'agisse des nuisances sonores provoquées par le transport aérien ou la question du nucléaire, il ne s'agit pas de questions mineures : les frontières régionales sont largement dépassées.

La France et le Grand-Duché de Luxembourg ont exprimé de nombreux écueils à propos de ce dossier : il est donc légitime que la Région bruxelloise examine aussi ce sujet. L'Etat fédéral doit se prononcer fermement en faveur de la sortie du nucléaire et sur les solutions alternatives.

ondersteuning van groene stroom op peil te houden, terwijl de federale regering de lasten voor de nucleaire stroomproducenten fors verlaagd heeft.

Het commissielid is van oordeel dat dit kan worden beschouwd als een transfer van energie-investeringskosten van het federale naar het gewestniveau.

Bovendien is het nog niet duidelijk hoe de Europese voorrangregel, waarbij geproduceerde hernieuwbare stroom steeds voorrang moet krijgen op nucleaire stroom of toch een gewaarborgde toegang moet krijgen tot het stroomnet, in de praktijk geïmplementeerd zal worden.

Er rijzen trouwens ernstige vragen over de operationele afstemming van meer stroomproductie door kerncentrales enerzijds en door hernieuwbare energie anderzijds, zodat sterk betwijfeld kan worden of kernenergie als een neutrale overgangstechnologie kan worden beschouwd.

Het commissielid wijst erop dat de producenten van hernieuwbare energie in Brussel unisono laten weten dat die maatregel voor hen bijzonder nefast is en hun toekomstige groeikansen fnuikt.

Bijgevolg komt ook de voorspelde toename van tewerkstelling die voortvloeit uit investeringen in hernieuwbare energie, op de helling te staan en dreigen, integendeel, opnieuw jobs verloren te gaan in de nog kwetsbare sector van de groene-energieproductie.

De federale maatregel om die twee kerncentrales tien jaar langer open te houden gaat in tegen de doelstellingen van de Brusselse regering, afgesproken binnen het intra-Belgisch klimaatakkoord, om haar Europese verplichtingen inzake hernieuwbare energie tegen 2020 na te komen.

Het langer openhouden van Doel 1 en 2 is bijzonder schadelijk voor de Brusselse economie en inzonderheid voor de noodzakelijke vergroening van die Brusselse economie.

Mevrouw Evelyne Huytebroeck wijst erop dat het helemaal niet de bedoeling is om misbruik te maken van de procedure voor belangenconflicten en dat het inderdaad beter is dat elke deelstaat de juiste beslissingen in het kader van zijn bevoegdheden neemt.

In dit geval, of het nu gaat over de door vliegtuigen voortgebrachte geluidshinder of over kernenergie, gaat het niet over minder belangrijke aangelegenheden: de gewestgrenzen worden ruim overschreden.

Frankrijk en het Groothertogdom Luxemburg hebben op veel struikelblokken in dit dossier gewezen: het Brussels Gewest onderzoekt dan ook terecht op zijn beurt het dossier. De federale Staat moet zich krachtig uitspreken voor de uitstap uit de kernenergie en voor alternatieve oplossingen.

## II. Discussion générale

M. Pierre Kompany constate que la politique énergétique du gouvernement fédéral n'assure en rien une stabilité dans le domaine de l'approvisionnement et du prix de l'énergie.

Lors de l'accord intrabelge, l'idée d'une production électrique plus verte avait levé de larges espoirs pour le développement des énergies durables mais également pour des investissements massifs dans des unités de production propres et durables.

La décision fédérale de continuer à s'appuyer sur le nucléaire a de quoi refroidir ces espoirs. Le groupe cdH dénonce la politique de détricotage par la ministre fédérale des avancés tournées vers l'avenir obtenues lors de la précédente législature.

En outre, des questions fondamentales se posent sur la sécurité de Doel 1 et 2. Le député est également inquiet devant la légèreté apparente avec laquelle le gouvernement fédéral traite la question sur le nucléaire.

Il partage donc sur le fond les inquiétudes exprimées dans la proposition de motion mais il s'interroge sur le moyen utilisé. En effet, un fédéralisme bien compris nécessite ici un débat au sein de la Chambre, au Conseil d'Etat et à la Cour constitutionnelle. De plus, il faut s'affranchir de toute confusion entre un désaccord et un conflit d'intérêts.

Mme Barbara d'Ursel-de-Lobkowicz confirme que le groupe Défi a la volonté de sortir définitivement du nucléaire à l'horizon de 2025, d'autant plus que le Conseil scientifique de l'Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire a relevé l'absence de plan d'évacuation d'urgence des populations en cas d'accident nucléaire. En outre, M. Damien Ernst, de l'université de Liège, a révélé que les centrales nucléaires Doel 1 et 2 ne respectaient pas les nouvelles recommandations de sûreté en matière sismique.

Elle a cependant de fortes réticences quant à la forme de la présente proposition. Un conflit d'intérêts existe lorsque l'Etat fédéral, une Communauté ou une Région adopte des mesures pouvant léser gravement les intérêts d'un autre pouvoir sans que cette lésion résulte de la violation d'une règle de droit. Dans le cas d'espèce, cette procédure est injustifiée.

Mme Véronique Jamouille affirme que la gestion du dossier nucléaire fait objet de plusieurs incohérences de la part du gouvernement fédéral. D'importants acquis de la précédente législature ont été supprimés, il en va ainsi de la TVA de 6% sur l'électricité ainsi que de la taxe sur la rente nucléaire.

Évoquer la sécurité d'approvisionnement pour justifier le maintien des réacteurs Doel 1 et 2 est fallacieuse. Les

## II. Algemene bespreking

De heer Pierre Kompany stelt vast dat het energiebeleid van de federale regering geenszins zorgt voor stabiliteit op het vlak van de energiebevoorrading en prijs.

Bij het intra-Belgisch akkoord, had het idee van groenere energieproductie veel hoop doen rijzen voor de ontwikkeling van duurzame energie, maar ook voor massale investeringen in schone en duurzame productie-eenheden.

De federale beslissing om te blijven steunen op kernenergie doet die hoop bekoelen. De cdH-fractie hekelt het beleid van de federale minister, waardoor de tijdens de vorige zittingsperiode bereikte toekomstgerichte vooruitgang wordt teruggeschroefd.

Bovendien rijzen fundamentele vragen over de veiligheid van Doel 1 en 2. Ook de lichtheid waarmee de federale regering de kernkwestie lijkt te behandelen stemt de volksvertegenwoordiger ongerust.

Ten gronde deelt hij dus de bekommernissen die worden geuit in het voorstel van motie, maar hij heeft vragen bij het gebruikte middel. Een doordacht federalisme noopt hier immers tot een debat in de Kamer, in de Raad van State en in het Grondwettelijk Hof. Bovendien moet komaf worden gemaakt met elke verwarring tussen een gebrek aan akkoord en een belangenconflict.

Mevrouw Barbara d'Ursel-de-Lobkowicz bevestigt dat de Défi-fractie de intentie heeft definitief af te stappen van kernenergie tegen 2025, temeer daar de Wetenschappelijke Raad van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle heeft gewezen op het gebrek aan een noodplan voor de evacuatie van de bevolking in geval van een nucleair ongeval. Daarenboven heeft de heer Daniel Ernst, van de universiteit van Luik, aan het licht gebracht dat de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 de nieuwe veiligheidsaanbevelingen inzake aardbevingen niet naleven.

Toch is zij zeer terughoudend inzake de vorm van dit voorstel. Er is een belangenconflict wanneer de federale Staat, een Gemeenschap of een Gewest maatregelen aanneemt die de belangen van een andere overheid sterk kunnen schaden, zonder dat die schade volgt uit de schending van een rechtsregel. In voorkomend geval, is die procedure niet verantwoord.

Mevrouw Véronique Jamouille bevestigt dat het dossier inzake kernenergie nogal onsamenhangend door de federale regering wordt aangepakt. Belangrijke maatregelen van de vorige zittingsperiode werden afgeschaft, dat geldt zowel voor de 6% btw op elektriciteit als voor de heffing op de nucleaire rente.

Het is misleidend om gewag te maken van de bevoorradingveiligheid om het behoud van de reactoren

décisions prises par le fédéral ne permettent pas de confirmer une réelle ambition de sortir du nucléaire. Un plan stratégique est indispensable avant de prendre une décision sur une éventuelle réouverture des réacteurs de Doel 1 et de Doel 2.

Par ailleurs, le PS s'est récemment joint à la proposition de résolution des auteurs de la motion en faveur d'un pacte énergétique interfédéral appelant à l'élaboration d'une vision stratégique globale à moyen et long terme à l'échelle du pays. Si les entités fédérées devaient prendre une part active à cette initiative, la responsabilité de sa mise en œuvre et de sa coordination en incombe au fédéral.

L'oratrice souligne que la matière relève de la compétence fédérale et une interférence du parlement régional est inopportune. Les Régions n'ont pas à suppléer aux manquements du fédéral qui doit assumer pleinement ses compétences et les responsabilités qui en découlent.

Selon M. Jacques Brotchi, le débat ne doit pas porter sur l'opportunité ou non de la prolongation de la durée de vie des centrales et sur le montant de la rente en jeu, le parlement bruxellois n'étant pas compétent. La question est de déterminer si la prolongation de durée de vie des centrales impacte la capacité de la Région de développer des sources nouvelles d'énergie.

Le projet de loi modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire fixe la redevance annuelle à 20 millions d'euros en contrepartie de la prolongation des durées de vie des centrales Doel 1 et Doel 2. En somme ce débat n'a plus cours aujourd'hui, car elles ont été prolongées, neuf mois auparavant par la loi du 28 juin 2015 modifiant la loi du 31 janvier 2003.

Le MR ne perçoit pas en quoi la loi de fixation des redevances en contrepartie de la prolongation de la durée de vie des centrales peut constituer un acte pouvant léser notre Région.

Premièrement, affirmer que la prolongation de la vie des centrales nucléaires aurait comme conséquences moins de production d'énergies renouvelables ne se vérifie pas objectivement. Ce sont les objectifs fixés pour 2020 par l'Union Européenne et le paquet énergie-climat en ce qui concerne la part minimale des énergies renouvelables qui permettent d'augmenter la part des énergies vertes dans le mix énergétique.

Deuxièmement, la fermeture des deux centrales nucléaires aurait surtout un impact important dans l'augmentation du gaz naturel dans le mix énergétique. La décision du gouvernement fédéral de prolonger la vie des centrales n'est qu'une première mesure afin de garantir la sécurité d'approvisionnement en matière d'énergie à court et à long terme. Un fonds de transition énergétique a

Doel 1 et 2 te verantwoorden. De beslissingen van de federale regering bieden niet de mogelijkheid te spreken van een echte ambitie om af te stappen van kernenergie. Een strategisch plan is absoluut noodzakelijk alvorens een beslissing te nemen over een eventuele heropstart van de reactoren Doel 1 en Doel 2.

De PS heeft trouwens onlangs zijn steun betuigd voor het voorstel van resolutie van de opstellers van de motie ten gunste van een interfederaal energiepact dat oproept tot het uitwerken van een algemene strategische visie op middellange en lange termijn op nationaal niveau. Hoewel de deelstaten actief moeten deelnemen aan dat initiatief, is de federale overheid verantwoordelijk voor de concretisering en de coördinatie ervan.

De spreekster benadrukt dat de materie een federale bevoegdheid is en dat het gewestparlement niet behoort op te treden. De Gewesten moeten de tekortkomingen van de federale overheid niet opvangen, zij moet haar bevoegdheden en de verantwoordelijkheden die eruit voortvloeien ten volle opnemen.

Volgens de heer Jacques Brotchi moet het debat niet gaan over de vraag of de levensduur van de centrale al dan niet verlengd moet worden en over het bedrag van de rente, aangezien het Brussels Parlement ter zake niet bevoegd is. Wel moet worden bepaald of de verlenging van de levensduur van de centrales een invloed heeft op de capaciteit van het Gewest om nieuwe energiebronnen te ontwikkelen.

Het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie legt de jaarlijkse heffing als tegenprestatie voor de verlenging van de levensduur van de centrale Doel 1 en Doel 2 vast op 20 miljoen euro. Uiteindelijk heeft dit debat thans geen nut meer, want de levensduur van die centrales werd negen maand geleden verlengd door de wet van 28 juni 2015 tot wijziging van de wet van 31 januari 2003.

De MR ziet niet hoe de wet tot bepaling van de vergoeding als tegenprestatie voor de verlenging van de levensduur van de kerncentrales ons Gewest kan schaden.

In de eerste plaats, kan de stelling dat de verlenging van de levensduur van de kerncentrales tot gevolg heeft dat minder duurzame energie wordt voortgebracht niet objectief gestaafd worden. Dankzij de doelstellingen die de Europese Unie heeft vooropgesteld voor 2020 en het energie-klimaatpakket inzake het minimumaandeel hernieuwbare energie, kan het aandeel groene energie in de energiemix verhoogd worden.

Ten tweede, zou de sluiting van de twee kerncentrales vooral een aanzienlijke impact hebben op de toename van aardgas in de energiemix. De beslissing van de federale regering om de levensduur van de centrales te verlengen is slechts een eerste maatregel om de veiligheid van de energiebevoorrading op korte en lange termijn te waarborgen. Tevens werd een fonds voor energietransitie

également été créé, visant à ce que les anciennes technologies financent celles du futur.

Troisièmement, la ministre fédérale doit poursuivre ses travaux pour développer une vision énergétique et rédiger un pacte énergétique en concertation avec les Régions, ce processus est l'occasion de la concertation interfédérale que la présente motion appelle.

Quatrièmement, les énergies renouvelables disposent d'une priorité sur le réseau, comme prévu par la directive européenne sur les marchés de l'électricité, la loi électricité du 29 avril 1999, et le règlement technique du gestionnaire du réseau de transport. La prolongation de la durée de vie de ces centrales nucléaires ne fait pas naître un monopole dans la production de l'électricité nucléaire.

Cinquièmement, il est estimé par de nombreuses études que les énergies renouvelables permettraient de couvrir 3 % de la consommation finale brute d'énergie sur la Région bruxelloise d'ici 2020. En 2013, la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute de la Région s'établit à 2,1 %, la production d'énergies renouvelables était de 1 % de la production renouvelable belge. Par ailleurs la prolongation des unités Doel 1 et 2 ne remet pas en cause l'objectif européen attribué à la Belgique de 13 % en 2020. Dans l'accord du burden sharing signé fin 2015, la Région bruxelloise s'est engagé à réaliser 0,073 millions de tonnes équivalents de pétrole et énergies renouvelables. Le gouvernement fédéral s'est engagé lui à réaliser 0,0718 millions de tonnes équivalent pétrole, d'éoliens offshore soit plus de 2200 mégavolts de capacité.

Sixièmement, l'énergie nucléaire permet au coût de production net moyen de l'électricité de rester relativement stable. Le GIEC a rappelé que l'énergie nucléaire ne produisait que très peu de CO<sub>2</sub>, l'énergie nucléaire étant considérée comme un élément de solution en vue d'atteindre des objectifs climatiques. Enfin, la présente motion s'appuie sur une étude de la CREG dans laquelle serait affirmé que le maintien de toutes les centrales nucléaires bloquerait tout investissement dans une capacité de production alternative en Belgique. La CREG semble à la lecture de cette étude plus nuancée : elle met surtout en garde contre une absence des décisions concernant la prolongation ou non de la durée de vie des centrales, ce qui crée de l'incertitude et de ce fait bloque toutes décisions d'investissement.

En somme, pour toutes ces raisons, le MR se prononcera contre la proposition de motion.

Mme Mathilde El Bakri annonce que le PTB soutiendra la motion de Groen et Ecolo. Cette motion met le doigt sur les conséquences directes que les prolongations de Doel 1 et 2 auront sur la Région en termes économiques et environnementaux. C'est d'autant plus inacceptable quand on pense que notre pays pourrait assurer son approvisionnement énergétique sans les centrales nucléaires en investissant dans d'autres sources d'énergies plus sûres et plus fiables. La prolongation des centrales

opgericht, zodat de oude technologieën die van de toekomst financieren.

Ten derde, moet de federale minister verder werken aan een energievisie en een energiepact opstellen in overleg met de Gewesten. Dat proces biedt de gelegenheid tot het interfederaal overleg waartoe deze motie oproept.

Ten vierde, hernieuwbare energie krijgt voorrang op het net, zoals bepaald in de Europese richtlijn over de elektriciteitsmarkten, de elektriciteitswet van 29 april 1999, en het technisch reglement van de vervoernetbeheerder. De verlenging van de levensduur van die kerncentrales doet geen monopolie ontstaan bij het opwekken van nucleaire stroom.

Ten vijfde, blijkt uit vele studies dat hernieuwbare energie tegen 2020 zowat 3% zou dekken van het bruto-eindverbruik van energie in het Brussels Gewest. In 2013, bedroeg het aandeel hernieuwbare energie in het bruto-eindverbruik van het Gewest 2,1%, de productie hernieuwbare energie bedroeg 1% van de Belgische hernieuwbare productie. Het langer openhouden van Doel 1 en 2 stelt overigens de aan België opgedragen Europese doelstelling van 13% in 2020 niet opnieuw in vraag. In het eind 2015 ondertekende akkoord inzake burden sharing, heeft het Brussels Gewest zich ertoe verbonden het olie-equivalent van 0,073 miljoen ton aan hernieuwbare energie te verwezenlijken. De federale regering heeft zich ertoe verbonden het olie-equivalent van 0,0718 miljoen met offshore windmolens te verwezenlijken, i.e. een capaciteit van meer dan 2200 megavolt.

Ten zesde, biedt kernenergie de mogelijkheid de gemiddelde nettoproductiekost van elektriciteit relatief stabiel te houden. De IPPC heeft erop gewezen dat kernenergie slechts weinig CO<sub>2</sub> voortbrengt, zodat ze beschouwd wordt als een element van de oplossing om de klimaatdoelstellingen te bereiken. Tot slot steunt deze motie op een onderzoek van de CREG, waarin zou worden bevestigd dat het behoud van alle kerncentrales elke investering in een alternatieve productiecapaciteit in België zou blokkeren. De CREG lijkt dit onderzoek meer genuanceerd te lezen: zij waarschuwt vooral voor een gebrek aan beslissingen inzake het al dan niet verlengen van de levensduur van de kerncentrales, wat leidt tot onzekerheid en daardoor alle investeringsbeslissingen blokkeert.

Kortom, om al die redenen, zal de MR zich uitspreken tegen het voorstel van motie.

Mevrouw Mathilde El Bakri kondigt aan dat de PTB de motie van Groen en Ecolo zal steunen. De motie belicht de rechtstreekse gevolgen die de verlenging van Doel 1 en 2 zullen hebben voor het Gewest op economisch en ecologisch vlak. Dat is des te onaanvaardbaar als men bedenkt dat ons land zijn energiebevoorrading zou kunnen veiligstellen zonder de kerncentrales, door te investeren in andere veiligere en meer betrouwbare energiebronnen. De verlenging van de kerncentrales biedt de mogelijkheid de

nucléaires permet de bloquer cette transition vers les énergies renouvelables et prolonger notre dépendance au nucléaire. Les ménages voient leurs factures d'énergies exploser, mais le coût pourrait être beaucoup plus grand quand on connaît les risques encourus en cas de problèmes dans les centrales.

Le maintien de ces centrales épaves fait également courir des risques énormes à l'ensemble des travailleurs du secteur de la pétrochimie installés aux alentours. En outre, il n'existe toujours pas de plan d'évacuation en cas d'incident nucléaire.

Il est surtout difficile de nier que le seul gagnant dans cette décision soit Electrabel : pas moins de 5 milliards d'euros sur 10 ans pour celle-ci, à laquelle il faut ajouter les bénéfices enregistrés suite à la diminution de la rente nucléaire.

S'il existe des craintes des partis de la majorité d'avoir un champ de bataille institutionnel entre entités fédérées, l'enjeu ici est avant tout d'éviter que notre pays se transforme en champ de bataille nucléaire. On ne peut balayer d'un revers de la main toutes les études et expertises sur la menace du nucléaire et rester passif face à la politique irresponsable du fédéral.

Enfin, le PTB plaide de manière structurelle pour des sociétés publiques d'énergies qui soient aux mains de la collectivité et sous contrôle démocratique. Il plaide aussi pour une fédéralisation des politiques climatiques et énergétiques en fusionnant tous les pouvoirs administratifs existants : ce n'est qu'ainsi qu'on pourra remplacer le chaos du marché libre par la mise en place planifiée d'un système durable d'énergie.

Mme Évelyne Huytebroeck est étonnée par la frilosité de la majorité de ses collègues. Il revient au parlement d'utiliser ce moyen de conflit d'intérêts qui est à disposition de l'assemblée. Le gouvernement pourrait aussi agir. La gravité de la question nucléaire mérite l'adoption d'une motion en conflit d'intérêt, surtout après avoir entendu ces derniers mois assez d'experts qui pointent du doigt les risques du nucléaire. Les responsables politiques bruxellois doivent avoir une parole forte et claire. Elle pensait qu'on allait poursuivre sur le pacte énergétique. Il est important de mettre en place un fédéralisme de coopération mais pas dans les conditions présentées.

Quoiqu'il en soit, la prolongation du nucléaire n'encouragera pas la production des énergies renouvelables, même s'il est vrai que la sortie du nucléaire à elle seule ne va pas les augmenter. Les objectifs européens pour 2020 et 2030 vont également pousser nos Régions à augmenter la production de ces énergies.

En, la députée déplore l'absence de réponse de M. Jacques Brotchi sur les risques du nucléaire au niveau sécuritaire et sanitaire : le risque zéro n'existe pas, n'attendons pas qu'il soit trop tard.

transitie naar hernieuwbare energie te blokkeren en onze afhankelijkheid van kernenergie te verlengen. De gezinnen zien hun energiefacturen de pan uit rijzen, maar de kost zou nog veel hoger kunnen zijn gelet op de gevaren die men loopt in geval van problemen in de centrales.

Het behoud van die verouderde centrales doet alle werknemers in de petrochemie in de buurt ook enorme risico's lopen. Bovendien is er nog altijd geen evacuatieplan in geval van een nucleair incident.

Het valt vooral moeilijk te ontkennen dat er maar één winnaar is bij die beslissing, en dat is Electrabel: niet minder dan 5 miljard euro over 10 jaar, waarbij men nog de winsten moet tellen uit de vermindering van de nucleaire rente.

De meerderheidspartijen vrezen een institutionele veldslag tussen de deelstaten. Het moet de bedoeling zijn te voorkomen dat ons land een nucleair slagveld wordt. Men kan niet zomaar alle onderzoeken over de nucleaire dreiging van tafel vegen en een passieve houding aannemen ten opzichte van het onverantwoordelijk beleid van de federale overheid.

De PTB pleit op structurele wijze voor publieke energiebedrijven in handen van de gemeenschap en onder democratische controle. De PTB pleit ook nog voor een federalisering van het klimaat- en energiebeleid door alle bestaande administratieve niveaus bij elkaar te brengen: alleen op die manier zal de chaos van de vrije markt plaats ruimen voor een gefaseerde invoering van een duurzaam energiesysteem.

Mevrouw Evelyne Huytebroeck is verbaasd over de koudwatervrees van de meerderheid van haar collega's. Het parlement moet dit middel (belangenconflict) dat ter beschikking van de assemblee staat, inzetten. De regering zou ook wel iets mogen doen. De ernst van het nucleaire probleem vereist dat een motie inzake belangenconflict wordt aangenomen, vooral nu de jongste maanden genoeg experten gewezen hebben op de nucleaire risico's. De Brusselse politici moeten hun stem laten horen. Zij dacht dat men de weg van het energiepact verder zou bewandelen. Samenwerkingsfederalisme is belangrijk, maar niet onder deze voorwaarden.

De verlenging van de nucleaire optie zal hoe dan ook hernieuwbare energie niet aanmoedigen, ook al is het waar dat de nucleaire uitstap op zich ook niet de hernieuwbare energie zal aanzwengelen. De Europese doelstellingen voor 2020 en 2030 zullen onze Gewesten er ook toe aanzetten om de productie van die energie te verhogen.

Het parlamentslid betreurt het uitblijven van een antwoord van de heer Jacques Brotchi over de risico's van kernenergie op het vlak van de veiligheid en gezondheid: nulrisico bestaat niet en laten we niet wachten tot het te laat is.



Mme Annemie Maes exprime son incompréhension de la volonté des autres groupes de ne pas soutenir la motion. Cette dernière, pourrait constituer un signal fort de désaccord envoyé au niveau fédéral et permettrait également de protéger les Bruxellois contre les dommages pouvant découler du prolongement de la durée de vie des centrales Doel 1 et 2.

### III. Discussion et votes des considérants et du dispositif

#### *Considérants*

Les considérants ne suscitent aucun commentaire.

#### **Vote**

Les considérants sont rejetés par 10 voix contre 3.

#### *Dispositif*

Le dispositif ne suscite aucun commentaire.

#### **Vote**

Le dispositif est rejeté par 10 voix contre 3.

### IV. Vote sur l'ensemble de la proposition de motion

L'ensemble de la proposition de motion est rejetée par 10 voix contre 3.

- Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.

*Le Rapporteur,*

Arnaud PINXTEREN

*La Présidente,*

Viviane TEITELBAUM

Mevrouw Annemie Maes begrijpt niet waarom de andere fracties de motie niet steunen. Deze motie zou een belangrijk signaal kunnen zijn naar de federale overheid dat wij niet akkoord gaan en zou de Brusselaars kunnen beschermen tegen de schade als gevolg van de verlenging van de levensduur van de centrales van Doel 1 en 2.

### III. Bespreking en stemmingen van de consideransen en het verzoekend gedeelte

#### *Consideransen*

De consideransen lokken geen commentaar uit.

#### **Stemming**

De consideransen worden verworpen met 10 stemmen tegen 3.

#### *Verzoekend gedeelte*

Het verzoekend gedeelte lukt geen commentaar uit.

#### **Stemming**

Het verzoekend gedeelte wordt verworpen met 10 stemmen tegen 3.

### IV. Stemming over het geheel van het voorstel van motie

Het voorstel van motie wordt in zijn geheel verworpen met 10 stemmen tegen 3.

- Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.

*De Rapporteur,*

Arnaud PINXTEREN

*De Voorzitter,*

Viviane TEITELBAUM